

Politique-fiction, casting kamikaze

NEGOCIATIONS Parmi les hypothèses en lice, illustrons la kamikaze...

► Retour sûr la coalition « kamikaze-courageuse-suédoise ».

► Et l'une de ses singularités : la séparation dans la famille chrétienne.

L'informateur royal, qui travaille « dans la plus grande discrétion », est attendu au Palais lundi prochain. Où il pourrait commencer à clarifier le jeu en termes de coalitions possibles. A ce stade, on nage toujours dans les hypothèses : tripartite traditionnelle, front francophone (PS-MR-CDH, face à N-VA et CD&V), coalition-miroir (N-VA, CD&V/

PS, CDH), etc. Sans oublier la « kamikaze », appelée encore, selon les goûts et les inclinations idéologiques, la « courageuse », ou la « suédoise », rapport ici au drapeau jaune et bleu, qui associerait N-VA, CD&V, VLD du côté flamand, et le MR, seul, pour les francophones.

Une hypothèse, on l'a dit.

Les blocages politiques objectifs demeurent : l'exigence du VLD de se hisser au fédéral à condition de trouver place au gouvernement flamand ; ou encore les tensions entre CD&V et N-VA en Flandre - lire ci-contre.

Bref, rien n'est joué, loin de là.

Mais s'il fallait illustrer ce à quoi pourrait ressembler ce gouvernement inédit auquel les or-

ganisations patronales, entre autres, trouvent des qualités, voici ce que cela pourrait donner, si l'on se place dans l'option, dominante, d'un Premier CD&V, Kris Peeters en l'occurrence (ou Wouter Beke). Le MR alignerait sept ministres. Côté flamand, nous avons demandé à Pascal Delwit, politologue à l'ULB, d'appliquer la clé D'Hondt, pour distribuer les strapontins en fonction des résultats électoraux. Cela donnerait quatre ministres N-VA, un CD&V, deux VLD.

Au cas où Didier Reynders devait occuper le « Seize », on aurait droit, côté flamand, toujours selon la clé D'Hondt, à 4 N-VA, 2 CD&V et 1 VLD.

Politique-fiction, s'entend. ■

DAVID COPPI

première CD&V au pouvoir, CDH dans l'opposition

Elle n'est toujours qu'une hypothèse et celle-ci se cogne encore à des ukases en sens divers (lire ci-dessus). Mais si la kamikaze voit le jour, on lui devra deux originalités.

La première est connue : la quadripartite n'accueillera qu'un parti francophone (MR), face à trois partis flamands (N-VA, CD&V et VLD).

L'autre originalité : pour la première fois de leur histoire, CD&V et CDH délieront leur destin au fédéral - le premier serait de l'aventure gouvernementale, pas l'autre.

Pendant longtemps, et à l'instar des familles libérale et socialiste, les chrétiens ont logé dans un seul et même parti. Créée en 1884, c'est la Fédération des cercles catholique et des associations conservatrices, qui se transforme en Union catholique en 1921 et en Parti social-chrétien en 1945.

Le caractère unitaire du PSC-CVP ne résistera pas à la montée des conflits communau-

taires, qui « travaillent » de plus en plus puissamment le pays. Les tensions s'enchaînent - question royale, grève de 1960, Fourons, etc. Mais c'est le choix, en 1968, d'expulser les étudiants francophones de Leuven qui fêle définitivement le parti. La rupture est consommée en 1972, quand CVP et PSC deviennent des structures indépendantes.

On reste frères, tout de même.

Gérard Deprez (président du PSC de 1981 à 1996) se souvient de contacts serrés.

« J'ai commencé à travailler pour le parti quand il était présidé par Charles-Ferdinand Nothomb et le CVP par Wilfried Martens. Chaque lundi après-midi, un présidium réunissait les deux présidents, les chefs de

groupe, etc. En 1979, Martens est devenu Premier ministre, Nothomb est devenu ministre, Vanden Boeynants est devenu président (jusqu'en 1981). Et le présidium, qui était une instance pourtant institutionnali-

sée, s'est arrêté, peut-être à cause du départ de Martens et Nothomb au gouvernement. »

On se parle encore, tout de même, mais de façon désormais moins formelle. « Pendant ma présidence, longtemps, on organisait une rencontre discrète - je dirais 5 ou 6 fois par an, au domicile d'Arthur Gilson, avec le Premier ministre, les présidents de parti, Philippe Maystadt, Melchior Wathelet. »

Mais les tensions communautaires, encore une fois, vont effiloche les liens. « Dans les années 1984, 1985, on a connu des moments de tensions terribles, à cause des Fourons puis, plus tard, à cause du transfert de l'école aux Communautés, qu'exigeait le CVP et que nous refusions énergiquement. »

Les rendez-vous ritualisés s'interrompent et ils tombent en désuétude.

Aux élections de 1999, après 42 années au pouvoir sans interruption, les deux partis chrétiens filent dans l'opposition au profit de l'arc-en-ciel (libérale/

socialiste/écologiste).

Les destins restent donc liés, par tradition - il en va de même, du reste, avec les socialistes, les libéraux et les écologistes.

L'époque est marquée par un vif incident, déchirant le camp centriste. En 2001, sous la présidence de Joëlle Milquet, le PSC accepte, du banc de l'opposition, d'épauler la réforme de l'Etat engagée par l'Arc-en-ciel - le PSC agit ainsi pour obtenir le refinancement des Communautés. Mais le CD&V juge le geste

déloyal et l'affaire donne un nouveau coup de scie dans les relations. Ceci posé, les tradi-

tions politiques demeurent et les chemins restent parallèles. Ainsi, en 2003, et chacun de son côté, les centristes (devenus CDH et CD&V) remontent dans les gouvernements régionaux. Et, en 2007, ils se retrouvent dans la majorité fédérale.

La kamikaze, on l'a dit d'entrée, n'est encore qu'une hypothèse - qui ne séduit vraiment qu'au MR. Si elle se réalise, on

voit le tableau avec un CDH morigénant un gouvernement dont son parti frère serait membre.

Voilà qui trancherait sans doute le dernier lien retenant ces deux partis centristes, plus tout à fait en phase sur le plan socio-économique (l'un penche à droite, l'autre à gauche), radicalement opposés sur l'institutionnel et qui ne doivent leur complicité déclinante qu'à un passé commun de plus en plus lointain. ■

PIERRE BOUILLON